



## Déclaration conjointe sur la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre 2016

Bruxelles, le 24 novembre 2016

**Frans Timmermans**, premier vice-président de la Commission, **Federica Mogherini**, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission, **Johannes Hahn**, commissaire responsable de la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement, **Neven Mimica**, commissaire chargé de la coopération internationale et du développement, **Dimitris Avramopoulos**, commissaire à la migration, aux affaires intérieures et à la citoyenneté, **Christos Stylianides**, commissaire responsable de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, **Věra Jourová**, commissaire chargée de la justice, des consommateurs et de l'égalité des genres, **Tibor Navracsics**, commissaire à l'éducation, à la culture, à la jeunesse et au sport, et **Julian King**, commissaire responsable de la sécurité de l'Union ont fait la déclaration suivante:

En cette Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, nous disons: la coupe est pleine.

Des femmes et des filles, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union, continuent d'être la cible de violences généralisées. Aujourd'hui encore, partout dans le monde, des femmes et des filles sont battues à la maison, soumises à une exploitation sexuelle et commerciale, agressées dans nos rues ou au travail, harcelées en ligne ou lors de la pratique d'un sport, violées, mutilées ou forcées à se marier. Une femme sur trois dans l'Union européenne a fait l'objet de l'une ou l'autre forme de violence sexiste. Nous ne pouvons ignorer les conséquences graves que ce phénomène engendre pour les familles, les sociétés et l'économie.

Des efforts supplémentaires doivent être consentis dans l'Union afin de garantir l'éradication de toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Près de 25 % des femmes dans l'Union ont été la cible de violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire depuis l'âge de 15 ans. Plus d'un Européen sur quatre estime que des rapports sexuels sans consentement peuvent être justifiés. Plus d'un Européen sur cinq pense que les femmes fabriquent ou exagèrent souvent lorsqu'elles affirment avoir été victimes d'abus ou de viols. Il arrive fréquemment que les victimes de violences renoncent à signaler les actes qu'elles ont subis. Les témoins hésitent parfois à intervenir. Ensemble, nous devons lutter contre ces stéréotypes qui poussent les femmes au mutisme et montrer que la violence à l'égard des femmes est inacceptable et intolérable, dans tous les cas.

Les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables dans des situations de conflit et d'urgence, caractérisées par une montée des actes de violence, d'extorsion, de traite, d'exploitation et de nombreuses formes de violence à caractère sexiste. Des millions de femmes et de filles sont ainsi contraintes de quitter leur foyer. Pourtant, durant leur voyage vers un lieu plus sûr ou tandis qu'elles cherchent refuge dans un camp, ces femmes et ces filles s'exposent à des risques supplémentaires de violence de la part d'autres migrants, de trafiquants, voire des autorités dans certains pays tiers. La très grande majorité des victimes de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle dans l'Union sont des femmes et des filles originaires de pays tiers arrivées sur notre territoire après avoir bravé de grands dangers.

Nous travaillons sans relâche pour remédier à cette situation. Nos projets humanitaires consacrés aux violences à caractère sexiste toucheront près de 3,4 millions de femmes, de filles, de garçons et d'hommes dans le monde entier. Dans le cadre du plan d'action sur l'égalité des sexes 2016-2020 de l'UE, nous continuons, dans nos relations extérieures, à investir dans les femmes et les filles dont les droits sont bafoués partout dans le monde parce qu'elles n'ont pas accès à l'éducation, au marché du travail et à la vie politique et parce que les réglementations et les lois en matière d'héritage, de citoyenneté ou de propriété foncière ne les traitent pas sur un pied d'égalité. En 2017, nous fournirons un soutien spécifique aux victimes de violences dans les régions les plus éloignées et les plus fragiles.

L'Union renforce également ses efforts visant à faire en sorte que les femmes et les filles qui arrivent sur son territoire après avoir fui un conflit, la persécution ou l'instabilité de la pauvreté aient accès à des soins médicaux, une aide juridique, des conseils post-traumatiques appropriés et un soutien psychosocial si elles ont été victimes de discriminations et de violences.

Aujourd'hui, la Commission européenne lance une série d'actions pour 2017 afin de combattre la

violence à l'égard des femmes sous toutes ses formes. Nous avons dégagé 10 millions d'euros afin de soutenir les efforts locaux visant à prévenir la violence à caractère sexiste et à venir en aide aux victimes de cette violence dans l'Union européenne. Notre objectif est de sensibiliser et de fournir des informations concernant la violence à l'égard des femmes, en nous adressant tant au grand public qu'aux professionnels susceptibles de contribuer à changer cette situation, notamment les officiers de police, les enseignants, les médecins et les juges.

Il nous faut, une bonne fois pour toutes, dire «non» à cette violation manifeste des droits fondamentaux. C'est la raison pour laquelle nous agissons aujourd'hui. Nous nous associons aux États membres afin de mettre un terme à la violence à l'égard des femmes. Toutes les femmes et les filles devraient pouvoir mener une vie exempte de peur et de violence, dans l'Union européenne ou ailleurs dans le monde.

### **Pour en savoir plus**

[Questions-réponses](#)

[Fiche d'information](#) sur les principaux résultats de l'Eurobaromètre consacré à la violence à caractère sexiste

[Eurobaromètre](#) 2016 sur la violence à caractère sexiste

[Actions](#) dans le cadre de la campagne «Say no! Stop violence against women»

[Plan d'action sur l'égalité des sexes](#) 2016-2020 de l'UE

[Étude](#) relative à la violence sexiste dans le sport

STATEMENT/16/3945

Personnes de contact pour la presse:

[Christian WIGAND](#) (+32 2 296 22 53)

[Melanie VOIN](#) (+ 32 2 295 86 59)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)